

PROPOSITIONS du 32 Mars

**DÉMOCRATIE**



# Propositions du 32 Mars

*Collectif Démocratie Inter Nuit Debout (Rennes-Paris et leurs amies),*

*à partir de remontées du terrain*

**Un OBJECTIF** : la fin de la professionnalisation de la vie publique

**Une ACTION** : la mobilisation pour l'organisation d'un débat populaire  
indépendant sur la démocratie

**Plus de 70 PROPOSITIONS**, récoltées en ligne, sur les marchés et sur les  
places, mises en forme et proposées comme contribution au débat

## Sommaire

- **Méthode d'élaboration**
- **Axe 1 - Redéfinir la place des citoyennes dans la vie politique**
- **Axe 2 - Refonder les institutions et l'équilibre des pouvoirs**
- **Axe 3 - Élections : vers plus de représentativité**
- **Axe 4 - Abolir les privilèges liés aux fonctions représentatives**
- **Axe 5 - Presse et liberté d'expression**
- **Démocratie réelle, partout, pour toutes ! Le mot des scribes**

Ressources sur le collectif Démocratie Inter Nuit Debout et ses initiatives :

<https://www.rennesdebout.bzh/democratie-32-mars/>

Contact : [contact@rennesdebout.bzh](mailto:contact@rennesdebout.bzh) / [commission.jurycitoyen@gmail.com](mailto:commission.jurycitoyen@gmail.com)

# Méthode d'élaboration

Les Propositions du 32 Mars proviennent des résultats de **collectes de paroles populaires sur la démocratie** menées à Rennes, Paris et Marseille, dont elles sont une tentative de mise en forme. Du fait de cette origine, ce recueil n'a pas pour vocation de présenter un ensemble de propositions homogènes. Sur certaines problématiques, des propositions alternatives peuvent ainsi être formulées, et certaines propositions peuvent tout à fait être contradictoires entre elles. Prises ensemble, elles ne sont pour autant pas dénuée de cohérence.

La rédaction du document a été assurée animée par le collectif informel « Démocratie Inter Nuit Debout », animé par des commissions issues des Nuit debout rennaise et parisienne, au moyen d'outils numériques collaboratifs, et d'appels à contribution concernant les versions successives, diffusées en début janvier, fin février et mi-mars pour permettre à tous de contribuer à en faire un document plus fin et plus complet.

Nous aurions aimé bénéficier de plus de temps pour concerter davantage, préciser les choses, sourcer et peaufiner ce document, mais le temps est venu d'y mettre au moins provisoirement un point final. Réalisé bénévolement par des non-professionnelles, à partir de contributions populaires et de bouts de ficelles, ce recueil s'assume donc comme un ouvrage partiel et maladroit, à remettre encore et toujours sur le métier, et à dépasser.

## **Commençons la démocratie ! Une pétition pour enclencher la mobilisation**

*L'urgence démocratique fait l'objet d'un très large consensus, les technologies de la participation sont au point... mais rien ne se passe. Qui d'autres que les citoyen.ne.s pourront (re)fonder la démocratie ? Le mouvement doit venir d'en-bas. Il nous revient de commencer, ensemble, en organisant depuis la base un débat public sur la démocratie et les institutions.*

*En parallèle à l'élaboration de ce recueil de propositions, nous appelons à une mobilisation pour organiser un débat public, populaire et indépendant sur la démocratie. Créons le mouvement !*

<http://commenconslademocratie.wesign.it/fr>

# Axe 1

## Redéfinir la place des citoyennes dans la vie politique

### **Joue-là comme Athènes (ou le Chiapas) !**

*La possibilité égale offerte à toutes de participer à la vie publique est au fondement de l'idéal démocratique. Cette dimension a été soigneusement mise de côté par les constituantes successives, qui ont toujours décliné des variantes du gouvernement représentatif en vigueur depuis 1789, lorsqu'ils ne restauraient pas l'arbitraire pour des périodes plus ou moins prolongées.*

*Une démocratie vivante implique la capacité pour toutes à exprimer et faire entendre ses préférences, afin que les personnes finalement désignées pour gouverner, que ce soit par élection ou par tirage au sort, "dirigent en obéissant", selon la formule zapatiste. C'est donc par les propositions pour développer la démocratie directe et délibérative que nous avons choisi de démarrer ce recueil.*

### **1) Donner à toutes la capacité matérielle de participer**

- A) Réduire la durée légale du temps de travail.
- B) Assurer à tous un revenu suffisant.
- C) Créer des salles publiques pour la démocratie et la vie associative.

D) Allouer des moyens spécifiques pour l'animation civique des territoires les plus éloignés de la participation politique.

### **2) Conférer à chaque citoyenne une capacité permanente d'agir sur les délibérations, les décisions, et l'évaluation**

- A) Créer des assemblées libres à tous les échelons de la vie publique (commune, canton, région, circonscription législative, eurorégion), indépendantes des pouvoirs élus, pouvant délibérer de tout sujet, proposer des lois, et devant lesquelles les représentantes élues sont responsables et révocables.
- B) Permettre à toutes les citoyennes de proposer des lois ou délibérations, participer à leur rédaction, et attaquer des lois ou délibérations existantes selon une logique politique et non une logique juridique (comme c'est actuellement le cas avec le Conseil Constitutionnel),
  - 1) en instaurant le referendum d'initiative citoyenne pour porter des projets ou les mettre en

échec (49.3 citoyen) ;

- 2) en mettant en place, à tous les niveaux où existe une chambre élue, ainsi qu'au sein de tous les services publics et parapublics, une chambre de contrôle composée de représentantes de la société civile et de citoyennes désignées par tirage au sort, chargée de questionner et évaluer son travail, en lien avec les administrations compétentes.
- C) Mettre en place des mécanismes de démocratie participative permanents et autonomes, à tous les échelons de la vie publique et parapublics.

Depuis 40 ans, de nombreux dispositifs ont été expérimentés. La technologie de la participation existe, et c'est la répugnance des élues à se dé-saisir de certaines de leurs prérogatives qui est la cause de leur peu de développement. Leur généralisation favorisera une meilleure compréhension et une plus grande prise en compte des attentes de la société dans les décisions qui seront prises.

- D) Généraliser, à tous les échelons, des outils numériques permettant l'accès à l'information (*open data*) et favorisant la participation à la vie publique, la délibération et la décision collective.

### **3) Associer les citoyennes aux délibérations**

- A) Généraliser le recours aux concertations citoyennes (jurys citoyens publics et indépendants, débats publics médiatisés) pour réformer les politiques publiques sur les grands sujets : changement climatique, biodiversité, orientations de l'économie, création monétaire, place du travail dans l'existence, organisation du travail et répartition des richesses, Union Européenne, libre-échange, relocalisation, agriculture-alimentation, mobilités, normes sociales et environnementales, ventes d'armes, etc.
- B) Associer un jury citoyen tiré au sort en amont des discussions de tout projet de loi.

### **4) Former à la vie publique tout au long de la vie**

- A) Revoir l'instruction, pour passer d'une école qui trie, humilie et justifie les inégalités à une école démocratique, enseignant le débat, la coopération, et la solidarité dès le plus jeune âge, et dans laquelle parents et élèves ont voix au chapitre.
- B) Former par la participation, en facilitant la participation à la vie civique.
- C) Offrir des formations à la vie publique tout au long de la vie.
- D) Soutenir les démarches d'autoformation collectives et les actions d'éducation populaire.

**5) Étendre à l'économie les modes de fonctionnement et de régulation démocratique, en s'inspirant des principes associationnistes et coopératifs, et des principes de régulation des biens communs.**

Non-lucrativité, une femme-une voix, participation des utilisatrices à la définition des règles : on s'y met quand ?

## Axe 2

### Refonder les institutions et l'équilibre des pouvoirs

#### **Because the times, they are a-changin'**

*La société a évolué. Nous ne pouvons plus nous contenter de voter une fois tous les cinq ans pour confier à quelqu'une le soin de gérer les affaires publiques, selon un système inventé pour les notables au XVIIIe siècle. En France, soixante ans après avoir été réaménagé dans une version autoritaire pour les besoins du règlement de l'indépendance de l'Algérie, le système montre tous les signes d'une décrépitude avancée. Ce ne sont pourtant pas les idées qui manquent.*

#### **1) Refonder la séparation des pouvoirs, actuellement totalement déséquilibrée au profit du personnage incarnant l'exécutif, de ses ministres et de son administration**

- A) Rendre son indépendance au pouvoir législatif, en déconnectant élections présidentielles et élections législatives.
- B) Rééquilibrer les fonctions de cheffe de l'État/cheffe du gouvernement au profit de la seconde, responsable devant les chambres législatives.
- C) Supprimer le lien hiérarchique entre la ministre de la justice et les procureures.
- D) Inclure les citoyennes dans l'équilibre des pouvoirs (révocabilité des élues, tirage au sort, referendum d'initiative citoyenne...).

#### **2) Aménager ou mettre fin au régime présidentiel, de la cheffe d'Etat à la maire de commune**

- A) Restreindre le pouvoir personnel des cheffes d'exécutifs.
- B) Rendre collégiales et paritaires l'ensemble des fonctions exécutives, locales comme nationales.
- C) Créer une procédure électorale distincte pour la représentation dans les communauté de



communes, aujourd'hui dépendante des votes des conseillers municipaux.

### **3) Ouvrir le pouvoir législatif à la société**

- A) Supprimer le Sénat, et réviser le mode de représentation des intérêts locaux à l'échelon national.
- B) Créer une nouvelle Chambre législative ouverte à la société.

De nombreuses idées sont sur la table pour cette nouvelle chambre. En voici quelques unes : composée de citoyennes tirés au sort selon des quotas de représentativité, dont des enfants, ainsi que de représentantes des organisations de la société civile. Une « chambre représentant les intérêts des générations futures », avec mandat unique et droit de veto suspensif.

*Sur ce sujet, voir par exemple les propositions de Sénat citoyen : <http://www.senatcitoyen.fr/>*

### **4) Mettre fin au monopole de l'élection comme procédure de légitimation démocratique**

Créer des institutions (nouvelle chambre, chambres de contrôle citoyenne, etc...) dont le mode de recrutement sera basé sur des mécanismes garantissant une plus grande diversité sociale des représentantes, notamment par l'utilisation du tirage au sort (voir « Démocratie directe » et « Elections »).

### **5) Décentraliser les responsabilités dans une logique de subsidiarité, et démocratiser la décentralisation**

... et décentraliser une partie des ministères (s'il en reste) !

### **6) Rendre obligatoire une rotation régulière des charges (mandat unique, non-cumul des mandats dans le temps, réduction de la durée des mandats)**

### **7) Diminuer le nombre de représentantes**

### **8) Rendre obligatoire la parité stricte à tous les échelons de la vie publique**

... y compris au sein des postes à responsabilité dans l'administration.

## **9) Démocratiser le fonctionnement des partis politiques**

- A) Rendre obligatoires le recours aux primaires pour désigner les candidates à chaque scrutin.
- B) Rendre obligatoire la consultation des militantes sur les orientations programmatiques, et sur tout changement de celles-ci.

## Axe 3

### Élections : vers plus de représentativité

#### **Bien sûr qu'ils ne nous représentent pas !**

*La grande homogénéité sociale de la classe politique est en contradiction avec le principe démocratique. Les élections, telles qu'elles sont organisées, ont jusqu'ici échoué à faire advenir un environnement politique qui soit un minimum représentative des intérêts et volontés de l'immense majorité de la population. Certaines des propositions recueillies témoignaient d'un rejet total de la représentation, d'autres proposaient de mieux encadrer ces délégations jugées difficilement évitables. Les voici.*

#### **1) Accorder enfin le droit de vote aux « étrangères » vivant sur le territoire**

#### **2) Accorder enfin le droit de vote dès 16 ans, en cohérence avec les droits et responsabilités qui sont reconnues aux jeunes adultes dès cet âge**

#### **3) Révocabilité : rendre les élues responsables devant leurs électrices**

Si une élue trahi ses promesses, qui représente-t-elle ? La révocabilité des mandats par les électrices est un outil politique indispensable à la recherche d'une représentation juste de la population.

#### **4) Développer le recours au vote sur des orientations et des décisions**

... pour enlever aux élections des représentantes le monopole de la participation politique.

#### **5) Faciliter l'accès à la candidature, à tous les échelons**

Permettre les parrainages citoyens pour les élections présidentielles, autoriser des listes incomplètes aux scrutins locaux.

#### **6) Mettre fin au vote au scrutin majoritaire à deux tours, qui favorise les partis de gouvernement**

Réflexion nationale et expérimentations de modes de scrutin alternatifs (proportionnelle, vote à point, qualification de trois candidates au second tour...).

## **7) Réinventer ou supprimer les élections présidentielles**

- A) Réserver les élections « présidentielles » à des personnalités de la société civile / exclure les personnes ayant exercé des mandats nationaux.
- B) Revoir les procédures de qualification pour diversifier l'origine des postulantes (notamment seuil de parrainages citoyens).
- C) Supprimer l'élection présidentielle.

## **8) Donner une signification légalement reconnue au vote blanc**

Annulation des élections à partir d'un certain pourcentage de ceux-ci, avec interdiction pour les candidates de se représenter au nouveau scrutin qui suit.

## Axe 4

### Abolir les privilèges liés aux fonctions représentatives

**Terminus, tout le monde descend :)**

*L'indécence et l'impunité de la caste politique ont atteint un degré absolument inacceptable aux yeux d'une grande majorité de nos concitoyennes. Les propositions exposées ci-dessus concernant le mode de recrutement des représentantes, leur possible révocation et la relativisation de l'importance de leur rôle fournissent de premiers remèdes contre cette situation qui n'a que trop duré. Par rapport à la situation actuelle, un encadrement plus strict du statut de représentante paraît nécessaire, que l'on pourrait résumer ainsi : impossibilité de faire carrière, responsabilité devant les électrices, réintégration dans le droit et le lot communs.*

#### 1) Propositions sur les mandats représentatifs

- A) Révocabilité des élues devant l'assemblée des électrices.
- B) Mandat unique.
- C) Limitation du nombre de mandats dans le temps.
- D) Réduction de la durée des mandats.
- E) Limite d'âge à l'entrée en fonction.
- F) Privation temporaire des droits civiques pour les représentantes absentéistes OU démission d'office.
- G) Renforcer les peines d'inéligibilité et de privation des droits civiques pour les cas de corruption, violences, racisme OU obligation d'avoir un casier judiciaire vierge pour être candidate.
- H) Supprimer la Cour de Justice de la République et étendre le principe des jurys d'assises aux procès des titulaires de charges publiques, pour tout procès concernant des faits commis dans le cadre de leurs responsabilités.
- I) Supprimer l'inviolabilité de la présidente et des représentantes.

## 2) Propositions sur la situation matérielle des représentantes

- A) Aménager le statut des représentantes pour à la fois **limiter leurs revenus** à un niveau décent, **tout en permettant à toutes de contribuer à la vie publique**, quelle que soit sa situation professionnelle.
- B) Aligner le régime de retraite des représentantes sur le régime de droit commun.
- C) Contrôler l'utilisation des indemnités de représentation et des crédits affectés à la rémunération des collaboratrices.
- D) Contrôler l'effectivité du travail des collaborateurs d'élues.
- E) Supprimer la réserve parlementaire.
- F) Renforcer les mécanismes garantissant l'indépendance des représentantes à l'égard des lobbys.
- G) Publication du patrimoine des candidates aux charges représentatives, et du patrimoine des représentantes élues, en début et en fin de mandat.
- H) Obligation de démissionner de la fonction publique pour devenir représentante OU pour devenir candidate.
- I) Abolir les privilèges attribués aux anciennes représentantes.

## Axe 5

### Presse et liberté d'expression

#### **Mark Zuckerberg and Patrick Drahi like this**

*Une vie publique tournée vers le bien commun nécessite l'accès de toutes à un pluralisme d'informations qui fait aujourd'hui défaut. Le contrôle des principaux canaux médiatiques par de grands groupes industriels et le poids des annonceurs signent un violent retour en arrière depuis les règles fortes fixées par le programme du Conseil National de la Résistance. Ils condamnent aujourd'hui l'essentiel de la population à disposer de canaux d'informations alternant frivole et réactionnaire dans une grande célébration de la société de consommation, du marché libre et de ses grands acteurs. Il convient tout à la fois de garantir le pluralisme et l'indépendance des médias professionnels, comme de favoriser l'émergence de médias et réseaux sociaux citoyens.*

*A l'occasion des collectes de paroles populaires, comme sur les places occupées du printemps, la question « des médias » est revenue sans cesse . **Comment imaginer une démocratie réelle quand un petit nombre de gens disposent d'un tel pouvoir sur les subjectivités des citoyennes?** Beaucoup posaient la question, mais bien peu avaient des réponses à formuler. Nous tentons toutefois de **résumer les quelques pistes que nous avons pu collecter**, qui relèvent dans leur majorité davantage de mots d'ordre et de grandes orientations imaginables que de mesures concrètes.*

#### **1) Garantir le pluralisme des médias et l'indépendance de leurs rédactions**

... y compris des médias publics par rapport au pouvoir en place.

#### **2) Renforcer les lois anti-concentration**

Par exemple interdire la propriété de plus d'un média à une personne ou à un groupe.

#### **3) Interdire la possession de médias par des grands groupes industriels et commerciaux**

#### **4) Réaliser un audit citoyen des aides à la presse et redéfinir l'usage de ces fonds**

#### **5) Démocratiser le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et renforcer son indépendance, pour l'instant inexistante**

#### **6) Soutenir le développement de nouveaux médias, professionnels comme**

**citoyens**

**7) Annuler la loi sur le secret des affaires**

... qui empêche le travail des journalistes sur les entreprises.

**8) Renforcer la protection des lanceurs d'alerte**

**9) Interdire la surveillance et le profilage des consommatrices par les entreprises**

**10) Instruire, informer et former à la maîtrise des données personnelles sur internet**

**11) Revoir strictement le cadre des actions publicitaires, interdire les publicités ciblées sur les enfants et adolescentes**

**12) Soutenir le développement de réseaux réellement sociaux et de logiciels de délibération/décision, open source et soustraits aux logiques de surveillance et de monétisation des données des utilisatrices**



# Démocratie réelle, partout, pour toutes

## Le mot des scribes

*Les propositions compilées et mises en forme ci-dessus sont un écho d'un an de débat sur la démocratie. En animant des discussions, en collectant la parole, en se faisant apprentie logicienne, en écrivant ou commentant ce texte, les rédactrices et rédacteurs de ce texte se sont mis au service de cette libération de la parole populaire. Qu'on leur permette maintenant de dire quelle fut leur démarche, et dans quel cadre politique elles la situent.*

À l'occasion de la contestation dirigée contre la Loi El-Khomri, c'est un mouvement social aux revendications bien plus amples qui s'est manifesté durant tout le printemps 2016. Face au nouveau camouflet démocratique infligé à l'expression populaire par un gouvernement pourtant élu pour appliquer une politique de gauche, Nuit Debout aura en particulier donné lieu à la manifestation nette et explicite d'une remise en cause de l'autoritarisme des institutions de la Ve République, et plus largement des mécanismes même d'une démocratie représentative qui limite la participation à la vie publique à un vote tous les cinq ans.

### **Pratiques et Culture démocratique, Éducation populaire**

C'est d'abord dans leurs pratiques même que les personnes sur les places ont cherché à rompre de manière radicale avec les pratiques délégataires, en reconnaissant comme seuls modes d'actions légitimes les assemblées générales modérées de manière inclusive et les commissions autogérées, puis en recherchant comment collaborer de manière efficace et respectueuse de la diversité de nos opinions. Si le mouvement n'a en apparence pas échappé aux écueils pourtant signalés de « tomber amoureux de lui-même » et d'ériger en dogme la démocratie d'assemblée, il aura au moins eu comme effet immédiat de permettre une diffusion ou le renforcement d'une culture populaire démocratique. Non pas celle de l'intériorisation du système électoral *via* l'identification à tel ou tel parti de masse, mais une culture authentiquement démocratique, fondée sur le débat, jusqu'ici surtout le privilège des élites politiques et militantes, mais dont on retrouve le versant populaire dans des squats, ZAD, collectifs recherchant l'horizontalité ou encore dans des écoles pratiquant des pédagogies alternatives. Nuit debout : une expérimentation à grande échelle du débat, l'exercice des capacités de prise de paroles, mais surtout d'écoute, de patience et de prise en compte des différences qui sont, pour les personnes qui y ont participé, quelque chose qu'ils n'oublieront pas... et dont ils pourront méditer les

difficultés de mise en pratique. Un processus spontané d'éducation populaire, relayé par l'action des innombrables commissions qui ont fleuries dans son sillage.

### ***Résumer les travaux des commissions « Démocratie »***

Parmi ces nombreuses commissions, des cercles d'échange et de travail sur la démocratie se sont montés en toute autonomie depuis de nombreuses assemblées locales. Après le reflux des mobilisations sociales, nombre d'entre elles ont poursuivi leurs actions. C'est de la rencontre et du partage d'expérience entre des commissions démocratie de Rennes et Paris lors des Rencontres Inter Nuit Debout de Challain qu'est née, en novembre 2016, l'idée de l'action « Propositions du 32 Mars » : mobiliser sur la question des institutions publiques, contribuer à la diffusion d'une culture démocratique en mettant en forme, de manière ouverte et coopérative, un recueil de propositions de changements institutionnels, basé sur les nombreuses contributions citoyennes collectées dans la rue et en ligne depuis le mois d'avril. Pour réaliser ce document, un collectif a été créé, ouvert à toutes celles qui s'intéressent à la question des institutions : le collectif Démocratie Inter Nuit Debout, animé par des commissions issues des Nuit Debout de Rennes et Paris.

Ce document ne présente donc pas « les » propositions de Nuit Debout, ce qui n'aurait strictement aucun sens, mais plus modestement les fruits d'un an de débats sur la démocratie qui auront animé une partie des participantes au mouvement. Il s'agit d'une action parmi d'autres rendues possibles par cette « coquille vide » inlassablement remplie par ses participantes qu'était Nuit Debout, comme le décrivait le « Message de la Guette », texte commun sur « les contours et horizons de la Nuit », issu des premières Rencontres des Nuit Debout – août 2016 : <https://www.rennesdebout.bzh/2016/09/13/texte-commun-inter-nuit-debout/>

### ***Nous relier et enclencher la mobilisation***

**Tout le monde ou presque s'accorde sur le constat de naufrage du système représentatif, mais notre démocratie n'a pour autant jamais fait l'objet d'un véritable débat public et populaire.** C'est le sens de notre deuxième initiative, « Commençons la Démocratie ! » : lancer un appel à **mobilisation pour mettre en place collectivement, depuis la base, un outil de délibérations populaires pour repenser la démocratie et les institutions.** Nous nous faisons peu d'illusions sur la capacité de la majorité du personnel politique en place à s'engager sur la voie d'un réel changement d'un « système ». Aussi, nous lançons cette mobilisation par voie de pétition pour manifester notre nombre, mais surtout pour relier les personnes et collectifs actrices des transitions, afin d'être à même de mettre en place ce débat public depuis la base, collectivement. Sans attendre que la démocratie nous tombe d'en haut.

### ***Y-a-t-il un sens à parler de démocratie sans aborder les questions économiques, sociales et écologiques ?***

On nous l'a parfois reproché, et c'est évidemment une des limites de notre tentative : les thématiques économiques, écologistes et sociales ne sont pas ou peu abordées directement. Dirigé contre la Loi Travail, Nuit debout s'est pourtant exprimé comme un mouvement de résistance à l'extension du projet capitaliste autant que comme un des creusets des alternatives qui partout essaient. Ces thématiques ont également été abordées par les personnes qui ont contribué aux diverses collectes de propositions, alors que nous les interrogeons sur "la démocratie" : à Rennes, près d'un quart des propositions recueillies portaient de fait sur celles-ci, revendiquant une reprise en main collective de l'économie, de la création monétaire et de la finance, la mise en commun des ressources et des richesses, la transition énergétique et environnementale ou encore l'évolution du modèle agroalimentaire. D'autres rappelaient qu'oublier chemin faisant les plus démunies, les exclues et les marginalisées, toutes celles qui sont le plus éloigné des possibilités de participation à la vie collective dans le processus rendrait toute perspective d'émancipation illusoire.

Nous avons pourtant choisi, après en avoir débattu, de ne pas aborder ces propositions, que nous faisons pourtant nôtres, car celles-ci mériteraient tout simplement de notre part des opérations approfondies de collectes et de mise en commun. Nous en restons ainsi au cœur de ce que nos commissions avaient entrepris sur les places, et sur quoi nous avons échangé durant ces quatre mois d'élaboration : "la démocratie". Car les auteures et contributrices de ces lignes partagent la conviction que c'est en démocratisant la société, en ouvrant des espaces à la participation de toutes, que nous pourrions réaliser les attentes exprimées par les contributrices. Négliger d'imaginer et d'expérimenter, dès à présent, des formes variées de démocratie réelle à toutes les échelles de vie et d'actions collectives nous condamnerait à l'inverse à de perpétuelles luttes défensives et sans horizons.

Les tensions autour de l'écologie illustrent de manière nette les conséquences des dénis de démocratie permanents au moyen desquels se perpétue le système. Le dogme de la croissance en contexte de crise sans fin fait les beaux jours du court-termisme et de l'extractivisme, qu'il soit minier ou porcin, au détriment des populations, de l'environnement et du climat. Récemment, la multiplication des contestations de projet d'urbanisation consommant terres agricoles et espaces naturels, et leur montée en intensité autour du phénomène des ZAD, montrent la profonde défaillance des "procédures démocratiques" dans lesquelles le "public" n'est que "consulté", et la profonde déconnexion entre les décideurs locaux et leurs mandantes concernant l'aménagement du territoire.

Les exemples sont sans fins : le recours contesté à l'énergie nucléaire n'a jamais fait l'objet d'un débat public ; la main-mise des syndicats de l'agro-alimentaire sur les terres, les aides et l'administration agricole empêche le développement des alternatives, pourtant plébiscitées par la population ; la solidarité mondiale qui s'invente pour faire face au réchauffement climatique est réprimée et marginalisée par les Etats et les multinationales qui poursuivent le *business as usual*.

L'avènement d'une société solidaire et écologique est intimement lié à une démocratisation des institutions et de la société, jusque dans les innombrables administrations et entreprises parapubliques tenues en coupe réglée par des groupes d'intérêt puissants. Elle est aussi liée à la capacité que nous aurons collectivement à vivre dès à présent la sobriété face à l'accumulation en déployant des alternatives aux modes de production et de consommation excluants, aliénants et destructeurs qui nous sont imposés.

### ***Et du racisme, du colonialisme et des dominations ?***

Réclamer plus de démocratie peut sembler accessoires quand l'immense majorité de la population mondiale ne jouit pas des protections sociales minimales que les travailleuses des premiers pays industrialisés ont arrachées.

Réclamer plus de démocratie pourrait sembler une revendication de luxe quand les citoyennes des quartiers populaires, au premier rang desquelles les racisées, sont privées de leurs droits, harcelées, violentées, tuées en toute impunité par la police, quand elles sont stigmatisées dans les médias, dans les discours de la classe politique, dans les discussions de comptoirs ou les entretiens d'embauche, invisibilisées dans toutes les situations quotidiennes. Quand l'immense diversité qui fait le monde et traverse nos vies est niée au nom d'une identité nationale fantasmée. Quand les femmes, malgré des avancées, subissent encore et toujours les effets destructeurs de la domination patriarcale qui se reproduit dans les cours de récréation, génération après génération. Quand les réfugiées, arrachées à leurs pays et leurs familles, par l'expropriation, la famine ou la guerre, ne trouvent ici que portes closes et enfermement, mépris, rejet, violence, et que les petits îlots de solidarité sont pourchassés par la justice.

Oui, ça semble dérisoire. Mais pour nous, ça ne l'est pas. L'absence de démocratie, d'égalité réelle et de prise en compte des aspirations et opinions de toutes, est à l'origine de ces maux qui accablent l'immense majorité de la population mondiale. La possibilité offerte également à toutes de s'instruire, s'informer, et participer à la vie publique interdirait de minorer la parole de groupes sociaux, et rendrait intenable l'organisation sociale actuelle. Cette démocratie, nous ne la revendiquons pas « chez nous », car il n'existe pas de « chez nous ». C'est pour tous nos contemporains, pour les

générations à venir que nous revendiquons la démocratie et le respect des droits. Il en va peut-être de notre survie, il en va de notre dignité.

### ***Mille constitutions***

Pas chez nous ? Sur quelle(s) échelle(s) pourraient alors porter les propositions qui vont être faites ci-dessous ? Nous n'avons volontairement pas fixé de contours et d'échelles nets à nos propositions. La communauté politique dans laquelle sont inscrites les personnes à l'origine de ce document, la France, est bien sûr décelable dans certaines des propositions développées ci-dessous, qui dialoguent avec les institutions de la Ve République, mais elle n'en constitue pas pour autant la référence. Progresser sur le chemin d'une démocratie réelle passera inévitablement par la réinvention d'institutions nationales qui demeurent encore un espace politique de référence, malgré un demi-siècle d'intégration continentale et de globalisation capitaliste. Mais il faudra emprunter bien d'autres voies : celles de l'autonomisation des démocraties locales et celles de l'invention de nouvelles solidarités trans-nationales ou internationales, et notamment, en ce qui nous concerne, le cas de l'Union Européenne devenue marché organisant une concurrence féroce entre ses membres au bénéfice des détenteurs de capitaux. La démocratisation de la société passera aussi, et surtout, par des pratiques syndicales, coopératives et associatives renouvelées et revitalisées, de nouvelles manières de produire, d'échanger, de consommer, de s'engager pour son quartier, pour celles qui cousent les pantalons ou pour le climat. Cette réflexion sur la démocratie concerne autant les grandes communautés politiques que les petites, comme les nôtres, nos assemblées et groupes issus de Nuit Debout qui ont pour beaucoup connu une existence houleuse.

Ce n'est donc pas à la rédaction d'une constitution que nous pourrions appeler, mais - pourquoi pas ? - à celle de dix, cent, mille constitutions et d'associations volontaires et solidaires. En rappelant, car nous ne sommes pas à une contradiction près, que la vie collective ne se résumera jamais à un empilement de contrats !